



FEMMES AUTOCHTONES DU QUÉBEC INC.
QUEBEC NATIVE WOMEN INC.

LETTRE OUVERTE DE LA PRÉSIDENTE DE FEMMES AUTOCHTONES DU QUÉBEC

PROPOS DU DÉPUTÉ PIERRE DUFOUR : IL EST GRAND TEMPS DE RECONNAÎTRE ENFIN LE RACISME ET LA DISCRIMINATION SYSTÉMIQUES AU QUÉBEC

Kahnawake, le 29 mai 2023

En décembre dernier, au nom des femmes et des filles des Premières Nations à travers le Québec que Femmes Autochtones du Québec (FAQ) représente, j'ai prononcé une allocution à l'Assemblée nationale, lors du dépôt d'une pétition ayant récolté 4 000 signatures et réclamant au gouvernement de François Legault de reconnaître l'existence du racisme et de la discrimination systémiques au Québec et d'adopter le Principe de Joyce. J'y ai mentionné que le racisme et la discrimination systémiques sont une réalité chez les Peuples autochtones que nous, particulièrement les femmes et les filles autochtones au Québec, devons affronter tous les jours de notre existence.

Le 16 mai dernier, j'apprenais que le député caquiste, M. Pierre Dufour, de la circonscription d'Abitibi-Est, a tenu des propos méprisants à l'égard des femmes autochtones dans le cadre de la tenue d'un conseil municipal de la Ville de Val-d'Or concernant les enjeux d'itinérance qui sévissent au cœur de cette ville. Le député y a notamment mentionné que le reportage de l'émission *Enquête*, portant sur des cas d'abus de femmes autochtones par des policiers de la Sûreté du Québec, était « bourré de menteries » et que les policiers subissaient encore les contrecoups de l'émission et de la Commission Viens, car la municipalité « n'a pas défendu le corps policier ».

Ces faits illustrent bien, une fois de plus, la nécessité de reconnaître le racisme et la discrimination systémiques, à l'instar de tous les précédents rapports et enquêtes sur les femmes et des filles autochtones au Québec, tels que la Commission Viens, la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse du Québec, l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées et le rapport sur les stérilisations imposées.

Les propos blessants et choquants du député Pierre Dufour sont tout à fait inacceptables et irrecevables pour l'ensemble des femmes et des filles autochtones du Québec. Cette réaction sous le « coup de l'émotion », tel qu'il la décrit, est plutôt l'expression libre et franche du racisme et de la discrimination systémiques qui sont bien réels à tous les niveaux de la société.

M. Dufour ne devrait pas être sans savoir que les femmes autochtones sont souvent, malgré elles, placées dans des situations socio-économiques difficiles, voire violentes. Alors que certaines

d'entre elles ont eu l'immense courage, en 2015, de dénoncer les abus qu'elles ont subi, les propos de ce dernier remettent en cause leur témoignage et leur intégrité.

Ce « coup de l'émotion » a grandement nuit au travail acharné de FAQ et de tant d'autres organisation autochtones et allochtones, soit celui de co-construire avec les femmes autochtones une relation de confiance solide qui leur permette de trouver le courage de dénoncer de telles situations de violence.

Malheureusement, ce n'était une question de temps avant qu'une telle situation survienne. Ces événements se produisent lorsque les représentants de l'autorité ferment les yeux sur le problème et légitiment des actes et des paroles racistes et discriminantes dont les conséquences percolent et se répandent partout.

Désormais, le lien de confiance des femmes autochtones du Québec à l'endroit du député Pierre Dufour est brisé. Le chemin sera long pour rétablir la confiance avec les femmes autochtones et nécessitera beaucoup plus que de simples excuses de sa part.

Les propos de M. Dufour doivent provoquer un véritable examen de conscience tant sur le plan individuel que gouvernemental alors que l'un de ses représentants va à l'encontre des efforts du gouvernement pour la réconciliation. Ces paroles causent des dommages collatéraux, non seulement chez les femmes autochtones de Val-d'Or, mais également chez les autres femmes de différentes nations au Québec.

Notre organisation doit avant tout veiller à la protection des femmes autochtones. Je réitère donc la question que j'ai adressée au ministre M. Ian Lafrenière et au premier ministre M. François Legault lors du dépôt de notre pétition en décembre dernier :

« Qu'attendez-vous pour nous écouter et être réellement nos alliés ? »

Notre appel à la reconnaissance du racisme et de la discrimination systémiques ainsi qu'à l'adoption du Principe de Joyce tient toujours. Travaillons ensemble, une fois pour toutes, sur la source véritable du problème.

Marjolaine Étienne
Présidente de Femmes Autochtones du Québec